

# Les prisonniers palestiniens en grève de la faim

17 mai 2017



*Graphic by The Palestine Project, based on Naji al-Ali's Handala*

Paris, le 17 mai

Monsieur le Président de la République,

A l'aube de votre quinquennat, nous savons bien que la France - et donc vous-même - est confrontée à de nombreux défis, sociaux et sociétaux, économiques et géopolitiques.

Parmi ces défis, il y a la question du Proche et Moyen-Orient, pour nous centrale, et singulièrement la résolution du dossier Palestine- Israël.

La situation actuelle en Palestine occupée est grave et la grève de la faim illimitée des quelque 1800 - à ce jour - prisonniers en grève pour l'amélioration de leurs conditions de détention en est symptomatique. Mouvement accompagné par l'ensemble de la population palestinienne et qui rencontre une répression

israélienne accrue dans les prisons mêmes et en Cisjordanie occupée.

Nous, Plateforme des ONG françaises pour la Palestine, expression de la société civile de notre pays, sommes extrêmement inquiets de l'évolution de la situation sur le terrain et du refus obstiné du gouvernement israélien d'entendre les revendications des prisonniers. Ce nouveau déni de justice, s'il devait entraîner la mort d'un ou de plusieurs grévistes de la faim, risquerait d'entraîner la région, et bien au-delà, vers un abîme de violence où une solution politique à la question de Palestine ne sera plus possible. Il est à craindre que l'embrasement qui peut en résulter n'ait des répercussions très graves jusque dans notre pays. La solution politique est à nos yeux la seule qui soit juste et acceptable, basée sur les conventions et le droit internationaux, le respect du droit des peuples à l'autodétermination et le refus de la colonisation, qui sont nos constantes références.

Nos concitoyens ont bien compris les enjeux que souligne cette grève de la faim massive et organisent depuis plusieurs semaines déjà des dizaines de manifestations de solidarité avec les prisonniers en grève, tandis que de nombreuses ONG comme Amnesty International ou la Ligue des droits de l'Homme font part de leur vive inquiétude ou encore que le Parlement portugais affirme sa solidarité avec les prisonniers.

Nous vous demandons ainsi, Monsieur le Président, d'intervenir sans différer auprès des autorités israéliennes afin qu'elles acceptent d'entendre immédiatement les prisonniers, aujourd'hui en grand danger à leur 31<sup>e</sup> jour de grève, et d'accéder à leurs revendications légitimes, en application du droit humanitaire international.

Nous souhaitons vous rencontrer au plus vite afin de vous informer plus complètement sur ce dossier brûlant et sommes à la disposition de l'équipe que vous allez constituer pour des contacts que nous espérons rapides et fructueux.

Veuillez accepter, Monsieur le président, nos respectueuses salutations,

*Claude Léostic*

*Présidente de la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine*

**Lire la réponse de l'Elysée ([page 1](#) et [page 2](#)).**

- Emplacement : [Vous êtes ici](#) : [Accueil](#) > [Qui sommes-nous ?](#) > [Les courriers de la Plateforme](#) >
- Adresse de cet article : <https://stopcolonies.fr/Les-prisonniers-palestiniens-en-greve-de-la-faim>